

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS UNISSONS-NOUS ! » (Karl MARX)

# L'Étincelle

*Pour la construction d'un parti des travailleurs  
communiste et révolutionnaire*



**PSA**

Lundi 17 février 2014

## Hollande, Gattaz, Obama, comme larrons en foire

« Vous pouvez l'applaudir » ! a déclaré Hollande aux Etats-Unis, devant une assemblée de 3000 patrons. Il parlait de Pierre Gattaz, le président du MEDEF, qu'il avait emmené avec lui pour rencontrer Obama et des patrons américains et français installés sur place. En fait, si les capitalistes peuvent applaudir Gattaz, qui est un des leurs, ils peuvent surtout applaudir Hollande qui a pourtant été élu avec les voix de nombreux travailleurs qui espéraient que sa politique serait « un peu moins pire » que celle de Sarkozy. Dans la foulée, le président de la république a aussi donné l'accolade à Carloz Diaz, leader du mouvement dit des « pigeons », ces patrons de start up qui ont obtenu des suppressions de taxes sur les plus-values à la revente à l'aide d'une simple pétition sur Internet. Diaz a quant à lui affirmé qu'il avait adoré le discours de Hollande. On le comprend.

### Pillards impérialistes main dans la main

Obama, lui, s'est affirmé de son côté très content des expéditions militaires de Hollande. Celui-ci fait la police à sa place en Afrique, au moment où les États-Unis redéployent leurs forces en direction de l'Asie. Même si chacun tente de privilégier ses propres intérêts, les pillards impérialistes savent parfois s'entendre pour imposer leur loi aux peuples des pays pauvres.

### De nouveaux cadeaux pour le patronat

Si tout ce beau monde se congratule et s'embrasse, c'est bien évidemment parce qu'ils sont tous d'accord sur un point essentiel : faire payer la crise aux travailleurs en réduisant les charges des entreprises, c'est à dire en diminuant la partie différée de nos salaires, notamment les cotisations qui servent à financer les allocations familiales, la sécurité sociale, les allocations chômage etc. A été notamment promise à Gattaz la liquidation des cotisations familiales payées par les entreprises d'ici à 2017. Ce qui représente un nouveau cadeau de 35 milliards d'euros et la soumission à une vieille revendication patronale. Lequel vient après le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (ou CICE) évalué à 13 milliards d'euros pour 2013 et à 20 milliards pour 2014. Alors, pour compenser, le gouvernement annonce qu'il faut trouver 50 milliards d'économie. Une fuite, peut-être volontaire, a révélé qu'il pourrait les trouver dans les poches des fonctionnaires, qui ne seraient plus augmentés et celles des chômeurs qui verraient baisser leurs indemnités.

Cela a été démenti, mais il est clair que ce projet fait toujours partie des objectifs du gouvernement...

Face à une telle générosité, Gattaz ne s'est pas contenté d'applaudir, il en a réclamé davantage en déclarant cyniquement à la descente de l'avion qu'il n'était pas question que le « pacte de responsabilité » comporte des contreparties, que les patrons n'avaient aucune intention de s'engager à embaucher en échange de ce déluge de cadeaux. Cette fois, il en avait fait un peu trop, car s'il était évident que le fameux million d'emploi annoncé n'était qu'un blague de plus, Hollande aurait préféré que son partenaire ne le crie pas sur les toits. Gattaz s'est donc fendu d'une petite phrase pour revenir sur ses déclarations, mais nul n'est dupe : les patrons empochent les cadeaux et l'emploi n'est pas leur préoccupation.

### Faisons leur ravalier leur arrogance !

Difficile donc d'afficher plus ouvertement un mépris complet des travailleurs, des chômeurs, de tous ceux qui ont du mal à joindre les deux bouts et qui se demandent comment ils s'en tireront une fois à la retraite. Si tous ces nantis et les politiciens qui leurs cirent les pompes peuvent manifester une telle morgue, c'est parce que les travailleurs ne réagissent qu'au coup par coup, en ordre dispersé. Mais si nous savons nous unir, agir tous ensemble, coordonner nos luttes, organiser une véritable riposte d'envergure nationale, nous pouvons être assurés qu'ils devront non seulement changer de langage et nous respecter, mais céder à nos revendications.

**« Décision Hiérarchie » : au libre choix des chefs**

La direction a décidé de fixer à 3 semaines et 3 jours la durée des congés en été. Cette année elle n'a pas réussi à les réduire à 3 semaines. Mais les 2 jours qui restent (21 et 22 août) ne seront pas pour autant à notre disposition. C'est bien ce qu'indique le formulaire de demande de congés distribué cette semaine : pour les 3 « choix » à formuler, c'est la hiérarchie qui décidera qui aura le droit de les accoler ou pas, selon ses caprices.

L'année prochaine, elle reviendra à la charge jusqu'à imposer des congés de 3 semaines voire pire. Le seul moyen de la stopper c'est de nous mobiliser !

**La voix des travailleurs**

Dès le lendemain de l'annonce du CE sur les congés, 50 ouvriers en équipe de nuit, 120 le matin de tous les bâtiments, et à nouveau en nuit, ont débrayé plusieurs heures pour refuser le fractionnement. Depuis fin janvier, de multiples réunions entre salariés ont eu lieu pour se concerter sur les attaques : fin équipes 208, augmentations de cadences, changements de postes, déqualification des professionnels postés sur les chaînes, réduction du congé d'été...

Ce n'est qu'en continuant à discuter entre nous et en agissant par des débrayages que nous arriverons à faire reculer la direction.

**Imposer Jeudi et vendredi... pour imposer samedi ?**

La direction a donc fixé les vacances du lundi 28 juillet au mercredi 20 août inclus. On pourra toujours demander le jeudi et le vendredi... la « hiérarchie » est totalement libre de refuser et d'imposer le samedi travaillé pour l'équipe du matin (l'équipe 22 en l'occurrence).

Raison de plus pour nous préparer à lui faire regretter le fractionnement et ses samedis travaillés.

**Personne n'en veut de leur fractionnement !**

À PSA Saint-Ouen, il y a deux semaines une centaine de salariés s'étaient déjà réunis contre le fractionnement des congés. Face à la désapprobation générale, la direction n'a même pas osé maintenir sa proposition. Ceux de Saint-Ouen garderont leurs 4 semaines.

**Vers une amputation de PSA Poissy**

Après l'annonce de la fin de l'équipe 12 pour la 208, maintenant on nous annonce l'arrêt pour début 2015 de l'équipe 22 pour ce modèle. En tout, cela fait autour de 1 400 postes concernés, les intérimaires ne vont pas être reconduits, des salariés vont quitter l'entreprise (congé sénior, retraite, démissions...) sans être remplacés. Tous ceux qui restent se retrouveront sur une « monoligne » (comme dit la direction) à des postes non adaptés à leur qualification... à 58 véhicules/heure.

La direction prétend que ça permettra d'embaucher mais les chefs, honteux, préfèrent regarder leurs pieds. Car tous redoutent notre colère et nos débrayages.

**C'est son arrogance qui a été emboutie**

Vendredi 14, au B5 Emboutissage, 50 ouvriers ont débrayé pendant plus de 4 heures. La direction avait annoncé à l'équipe 12 que le vendredi 21 février, initialement prévu en repos, serait en fait travaillé en horaires affichés. La riposte des grévistes a vite fait céder la direction : le vendredi 21 restera au volontariat et payé à la fin du mois.

Preuve que lorsqu'on se bat, c'est elle qui recule.

**Lettre aux intérimaires : un oubli qui pue l'arnaque**

Mercredi 12, nos collègues intérimaires ont reçu une lettre de la direction qui prétend que le « redressement » des profits rime avec « intérêts des salariés ». Preuve à l'appui, elle annonce qu'en vertu du « nouveau contrat social » la rémunération de leurs samedis travaillés passera de 45 à 25 %, à n'en pas douter les « intérêts des salariés » s'en verront comblés. Mais pire que tout, la direction ne dit rien du paiement de leurs H+, qui n'entrent pas dans des compteurs.

Oubli délibéré ? Nos collègues intérimaires sont les premiers menacés par les restructurations et ont toutes les raisons d'aller lui demander des comptes.

**Pour une fois qu'un patron de PSA dit la vérité !**

« Nous sommes parmi les constructeurs généralistes les plus rentables en Europe avec Volkswagen. Les autres perdent davantage d'argent ». Qui dit ça ? Un dirigeant de PSA au journal *La Tribune* fin janvier. Il souhaite garder l'anonymat vu la propagande mensongère menée par lui et ses semblables sur tous les sites à coup de marges prétendument insuffisantes... pour justifier le 0 % d'augmentation.

De leur propre aveu, ils s'en mettent plein les poches sur notre dos, à nous d'exiger notre dû.

**Moi je viens en âne, c'est plus écologique**

La direction multiplie affiches et autres spots publicitaires, y compris en briefings, pour faire la retape du co-voiturage. Plus « écologique » dit le spot ? Bonjour la com' ! En tout cas plus économique pour la direction, qui voudrait imposer une flexibilité accrue et peut-être supprimer les cars jugés trop coûteux.

À PSA Sevelnord, depuis que la direction a imposé 20 à 40 minutes d'« overtime » décidées au dernier moment, les ouvriers sont déjà obligés de se débrouiller pour rentrer chez eux. Pas question d'accepter ça.

**Répare toi-même ton usine**

Le 4 février, à PSA Sochaux, des caristes de la logistique ont débrayé pendant une heure. La direction veut les obliger à changer eux-mêmes les batteries de leurs engins de manutention électriques. Une opération dangereuse, qui se surajoute à leur boulot, pour laquelle ils ne sont pas formés et qui est réalisée par des sous-traitants spécialisés que la direction voudrait donc virer.

Pour se débarrasser de la maintenance, ils vont bientôt demander aux ouvriers de réparer eux-mêmes les PTV ? Ceux de Sochaux ont bien raison de refuser.